

Postulat Cesla Amarelle et consorts au nom du groupe socialiste - Le musée cantonal des Beaux-Arts mérite un nouveau projet

Développement

Le groupe socialiste regrette le rejet à une courte majorité du projet de musée cantonal des Beaux-Arts à Bellerive. Les critiques tant sur l'emplacement que sur l'architecture du projet retenu ont pris le pas sur la nécessité d'un nouveau musée. Parce que tout le monde a reconnu durant la campagne la nécessité d'offrir un nouvel espace au musée cantonal des Beaux-Arts, le groupe socialiste souhaite que le Conseil d'Etat ne reste pas sur cet échec, procède à une analyse précise du vote populaire et relance rapidement un nouveau projet pour mettre en valeur notre patrimoine et le rendre accessible à la population.

Le groupe socialiste a donc l'honneur de demander au Conseil d'Etat d'agir rapidement dans ce sens. Compte tenu du report inévitable du projet de plusieurs années et pour tenir compte de la volonté populaire, il demande le réexamen complet de toutes les implantations possibles pour le nouveau musée. Il demande également une muséographie ainsi qu'une synthèse détaillée des projets des autres musées sis à Rumine.

Nous souhaitons développer ce postulat en plénum et demandons le renvoi en commission.

Lausanne, le 2 décembre 2008.

(Signé) *Cesla Amarelle et 23 cosignataires*

Mme Cesla Amarelle : — Je crois que, dans le fond et globalement, nous sommes tous dans la même tonalité politique aujourd'hui. L'histoire de ce musée a causé une déception certaine à beaucoup d'entre nous le 30 novembre dernier. Mais les élans trouvés au cours de la campagne, tant de la part de certains opposants que de la part des partisans, permettent aussi de dégager une légitimité pour un nouveau projet. En refusant ce musée de 5000 voix, la population lui a conféré, de manière quand même un peu paradoxale, une nouvelle légitimité et une profondeur politique que l'on n'avait pas soupçonnées auparavant. Mme Anne-Catherine Lyon a parlé ce matin dans la presse de serpent de mer ; il est vrai que ce projet a été très critiqué, engoncé dans des choix et des certitudes qui datent de près de vingt ans. Ce musée est devenu une nécessité urgente qui, à lire les interventions déposées à son sujet mardi dernier, est partagée par toutes les forces politiques du parlement.

Ce musée peut donc gagner son pari rapidement parce que, toute déception et émotion mises à part, il phosphore comme jamais dans toutes les têtes, à différents degrés, dans tous les partis et dans les milieux culturels et artistiques les plus divers.

Pour sa part, le parti socialiste a pris acte de la caducité du projet Ying-Yang. Il a aussi pris acte du fait que, tout au long de la campagne, la population ne comprenait pas vraiment pourquoi le projet était aussi rigide, pourquoi il était impossible de le déplacer de quelques mètres par rapport au bord du lac, pourquoi les privés avaient été aussi précis dans leurs conditions et leurs exigences. De toute évidence, et même si nous restons convaincus que le projet de Bellerive était un bon projet, il n'était visiblement pas mûr.

Partant de ce constat, il nous apparaît que la chose la plus importante aujourd'hui est de faire en sorte qu'une démarche participative puisse se mettre en place, une étape qui examine à nouveau toutes les options, qui aille chercher le consensus, non seulement sur un projet de musée, mais aussi sur toute la politique muséale et muséographique, y compris sur Rumine. Sans cette démarche participative et plus globale, nous ne parviendrons pas à un résultat et

risquerions de perpétuer ce serpent de mer duquel nous devons maintenant nous dégager.

Chaque fable politique a son précepte. Celle-ci semble nous dire que les soirs de défaite comportent aussi les germes des prochaines réussites de la politique culturelle. C'est dans cet esprit que le parti socialiste vous demande, comme l'ensemble des groupes, j'imagine, de ce parlement, une démarche participative, que ce soit par le biais d'Etats généraux, de tables rondes, etc., pour aboutir à un projet consensuel et aussi à une démarche plus globale en matière muséale et muséographique.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.